

Le pouvoir de l'individu

Partage international n° 203 - Juillet 2005

Interview de Marion Bloem par Felicity Eliot

Un coup d'œil aux nouvelles du jour nous donne un aperçu assez clair des sociétés industrielles occidentales qui s'orientent dans deux directions - une faction regardant vers l'extérieur, observant les changements et les idées nouvelles, l'autre se montrant de plus en plus suspicieuse, introvertie et fermée, et surtout, rejetant tout ce qui est nouveau ou étranger.

Tandis que le chômage augmente et que l'économie périclète, les dépenses publiques diminuent et la politique d'immigration se durcit. Pendant ce temps, les médias parlent de centaines de milliers de personnes qui fuient leur pays à la recherche de sécurité, d'une chance de vivre, de nourrir et d'élever leurs enfants.

D'innombrables personnes sont arrivées mortes dans le nouveau pays, et nous entendons parler des cadavres échoués sur les plages de la Méditerranée. Qu'est-ce que peut faire un être humain ordinaire - un individu isolé et sans pouvoir - face à une telle misère ?

Marion Bloem, auteur et artiste de renom, a été sollicitée afin de prendre part à une campagne visant à attirer l'attention du public sur le calvaire des immigrés aux Pays-Bas. En compagnie d'autres célébrités, elle a été l'hôte pendant un ou deux jours d'une famille de demandeurs d'asile - une mère angolaise, sa fille et son jeune fils.

Leur histoire, faite d'injustice et de pauvreté, de violence et de profond désespoir, a conduit Marion à intervenir en leur nom et au nom des milliers d'autres demandeurs d'asile aux Pays-Bas. Elle-même est fille d'immigrés venus d'Indonésie en 1951.

Partage international : Depuis combien de temps « votre » famille de réfugiés se trouve-t-elle aux Pays-Bas ?

Marion Bloem : Depuis dix ans. La fillette a 11 ans et à présent, on leur a dit qu'ils devaient partir, ils n'ont plus la permission de rester. Mais la mère est malade, profondément déprimée et traumatisée. Des membres de sa famille ont été abattus et elle a été violée par un policier en Angola. Sa fille, qui s'occupe d'elle, va à l'école ici, aux Pays-Bas, et ne parle

aucune des langues de l'Angola. J'ai demandé à la fillette ce qu'elle souhaitait étudier ; elle veut devenir avocate pour les droits de l'homme.

PI. Mais pourquoi doivent-ils retourner en Angola ?

MB. D'après les autorités, son viol n'était pas un « viol politique ».

Marion continua à parler de beaucoup d'autres réfugiés et demandeurs d'asile, racontant comment ils sont traités par l'actuel gouvernement néerlandais.

MB. Comment des gens peuvent-ils faire de telles lois et jeter à la rue des gens qui n'ont nulle part où aller ? Certaines personnes n'ont même plus de pays - certains pays ont cessé d'exister, mais des réfugiés sont quand même renvoyés vers un pays qui n'existe plus.

PI. Que peut-on faire ? Qu'est-ce qu'un « citoyen ordinaire » peut faire ?

MB. C'est pourquoi nous avons pensé au projet « Een Royaal Gebaar » (Un geste royal), qui comprend un livre et un CD portant le même titre. Il nous fallait éviter les grands médias que le gouvernement utilise pour diffuser ses mensonges. A l'occasion de la célébration du 25^e anniversaire de l'accession au trône de la reine Beatrix, Marion a décidé de faire connaître le calvaire des demandeurs d'asile. Intitulée Un Geste royal, une pétition et une lettre ont été envoyées online, demandant à la Reine de marquer son anniversaire par un geste de clémence et de générosité - une amnistie générale pour les demandeurs d'asile aux Pays-Bas. En tout juste deux semaines, près de 200 000 personnes ont signé la pétition et d'innombrables autres ont écrit aux journaux, demandant que les réfugiés bénéficient d'un traitement humain. Ces réactions des néerlandais ont été réunies dans un livre sur la crise des réfugiés pour montrer que des protestations émanent de toutes les couches de la population et de tous les secteurs de la société.

Ce livre comporte en outre des faits, des chiffres et des informations montrant à quel point le gouvernement néerlandais enfreint la Convention de Genève sur le traitement et les droits des réfugiés.

MB. N'est-ce pas une ironie ? Soixante années se sont écoulées depuis la Seconde Guerre mondiale et la libération de ce pays, et il y a eu des commémorations et tout le monde se souvient de ce que c'est que d'être « libre » - mais nous devons plaider en faveur de gens qui ne sont absolument pas

libres d'être traités dignement et humainement. Je ne m'attendais bien évidemment pas à ce que la reine fasse quelque chose – je parlais de *tous* les Néerlandais se sentant concernés – même si, naturellement, la reine aurait pu faire quelque chose pour aider. Elle aurait pu utiliser sa position et son influence.

PI. *Existe-t-il une solution à ce problème en général ?*

MB. Je pense que nous devrions ouvrir les frontières nationales partout. Laissons les gens se domicilier officiellement partout où ils vivent. Ouvrons nos frontières et laissons les gens libres de décider pour eux-mêmes. Nous obtenons le plus possible de couverture médiatique et demandons aux gens de passer l'information au sujet de la campagne. Je ne voulais pas que des gens puissent dire : « *Je ne savais pas* ».

Marion fait remarquer qu'une partie du problème qui touche toute l'Europe est que tandis que le fossé existant entre les riches et les pauvres s'élargit, les gens craignent de plus en plus de perdre leur emploi.

MB. Nous ne sommes que des gens ordinaires qui en appelons à l'humanité et aux droits de l'homme. Nous ne pouvons pas laisser nos leaders s'en tirer. Si les gens connaissaient ne serait-ce qu'une infime partie des histoires terribles et des souffrances de ces gens qui ne cherchent qu'à vivre et à pouvoir nourrir leurs enfants ! Les Néerlandais (et les autres puissances coloniales) se rendaient partout dans le

monde en prenant possession de tout ce qu'ils voulaient. Comment peuvent-ils à présent traiter les gens de cette manière ? La terre appartient à tout le monde. L'histoire devrait nous avoir appris à éduquer les gens, à lutter contre l'ignorance. Je pense que les gens ont du cœur – beaucoup continuent à visiter notre site et à signer la pétition. Et il n'y a pas de raison de cesser de signer. Nous espérons que les gens vont continuer à se faire entendre.

PI. *Vous voulez dire que c'est la voix du peuple qui peut faire avancer les choses ?*

MB. Oui. Si les gens sont informés, ils peuvent agir. Nous avons lancé tout cela en tant que citoyens ordinaires. Les gens peuvent faire la différence s'ils font quelque chose.

Dans ce cas et dans beaucoup d'autres, c'est à des particuliers, à des gens ordinaires, qu'il revient de relever ces défis et de résoudre les problèmes. Les réactions rapides et spontanées à nos initiatives me laissent des raisons d'espérer et de croire au peuple. Ma conviction est que si je vois quelque chose d'injuste et que je ne fais rien... alors qui le fera ?

Auteur : Felicity Eliot, rédactrice en chef de Share International, basée à Amsterdam (Pays-Bas).

Sources : www.eenroyaalgebaar.nl

Thématiques : [Société](#), [politique](#)

Rubrique : [Entretien](#) ()